

# UFROS ACTU

Le groupe des 9 organisations de retraités (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensembles et solidaires) est dans l'action depuis 2014 contre notamment la poursuite du gel des pensions, pour la hausse du pouvoir d'achat, le maintien des services publics de proximité et plus récemment contre la hausse de la CSG de 26 % et la sous indexation des pensions déjà décidée pour 2019 et 2020 qui fera perdre deux mois de pensions sur 3 ans.

Le Président Macron a déclaré qu'il ressent la colère des retraités modestes qui ne s'en sortent pas, mais c'est bien lui qui a pris et soutenu ces mesures !

200 000 manifestants le 15 mars 2018 et depuis, sans interruption des milliers de retraités ne cessent d'agir contre la politique menée par le Gouvernement à leur égard. De plus, le projet de réforme des retraites nous appelle à la plus grande vigilance. En effet, il question de transformer le droit à la retraite, contre partie de cotisations payées tout au long de la vie active à une allocation sociale dépendant du bon vouloir d'un quelconque Gouvernement.

Lors de son intervention télévisée, le Président Macron a annoncé que seraient exonérés de la hausse de la CSG une partie des retraités. Cela ne répond pas à nos demandes ;

Nos revendications des retraités restent plus que jamais d'actualité.

D'après Macron, les retraités, personnes vulnérables et fragiles devraient faire preuve de sagesse et par conséquent, ne plus participer aux manifestations.

**Ne lui en déplaise, les retraités seront de nouveau dans la rue le 11 avril prochain.**

**Les retraités sont appelés à signer et à faire signer la carte pétition, reproduite en page 3, et l'adresser à Macron. Elles sont disponibles dans les UD ou les USR.**

**L'UFROS appelle les retraités des organismes sociaux à participer largement à la manifestation du 11 avril ainsi qu'aux différentes actions prévues dans le cadre du « printemps des retraités ».**

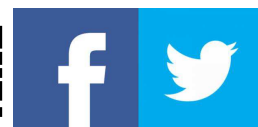
**LE PRINTEMPS  
DES RETRAITÉS  
DANS LA RUE  
JEUDI 11 AVRIL 2019**



organismes sociaux



Union Fédérale des Retraités des Organismes Sociaux CGT  
263, rue de Paris Case 536 – 93515 Montreuil Cedex – Tél : 01 55 82 87 11 –  
ufros@orgasociaux.cgt.fr – www.orgasociaux.cgt.fr



**UFROS CGT**



## Le printemps des retraités et des retraitées dans la rue le jeudi 11 avril 2019

### Un gouvernement sourd dingue !

Dès son arrivée à la présidence de la République M. Macron a attaqué les retraité-e-s : gel des pensions pour 2018 et 2019, augmentation de 25 % de la CSG, soit une perte de pouvoir d'achat de 5 % en deux ans ! Il a provoqué la colère, que plus de 200 000 personnes ont exprimé en manifestant le 15 mars 2018 à l'appel de nos neuf organisations.

Puis l'inflexibilité du gouvernement sourd dingue a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement à tenter de calmer la colère en acceptant d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité-e-s, de recevoir enfin une délégation de nos neuf organisations,.

Le mécontentement persistant incite maintenant le gouvernement à envisager de respecter le code la Sécurité sociale, de revaloriser les pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions.

### Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Le gouvernement ne remet pas en cause sa politique très inégalitaire :

- L'augmentation de la CSG reste pour une partie des retraité-e-s. Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon. Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.
- Le bradage de biens publics à des « investisseurs privés », après les autoroutes, voilà les aéroports.
- Les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières de la Sécurité Sociale, qui poussent à des reculs de la couverture maladie, la politique familiale, les pensions, etc.
- Nos neuf organisations sont reçues mais nos demandes ignorées : Gilles Le Gendre, président du groupe LREM de l'Assemblée Nationale, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, restent « dans la ligne » de la politique du gouvernement : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires qui vident les caisses publiques, ce qui sert de prétexte à l'austérité pour les autres personnes, notamment retraitées.

### Des revendications qui peuvent et doivent être satisfaites

#### De l'argent, il y en a !

Nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des divi-dendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), la suppression de l'exit tax (6 milliards), la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

#### Nous revendiquons :

- la suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales,
- la revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014,
- un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
- le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;
- la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

**Le 11 avril, rendons visibles notre colère et nos exigences !**

*Prenez contact avec l'USR de votre département pour connaître les actions prévues*



M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
 PALAIS DE L'ÉLYSÉE  
 55, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ  
 75008 PARIS

Contrairement à vos engagements, **vous avez gravement mis en cause le pouvoir d'achat des retraités** déjà attaqué par les gouvernements précédents : **augmentation de 25 % de la CSG, désindexation des pensions** que le gouvernement considère comme une allocation. **Aucune revalorisation en 2018** malgré une inflation de 1,6 % et seulement 0,3 % en janvier 2019 pour une inflation estimée à 1,4 %. Les 1 % les plus riches verront leur **pouvoir d'achat** progresser de 6 % en 2019, celui **des retraités aura reculé de 3 %**.

Pour la grande majorité d'entre eux c'est un mois de pension en moins sur trois ans. **Le rétablissement du pouvoir d'achat de tous les retraité-e-s est indispensable et urgent.**

**Monsieur le président, nous vous demandons :**

- Le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires
- Une mesure immédiate de revalorisation de 3 % compensant la baisse récente de pouvoir d'achat des retraités
- L'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.

Nom et prénom : .....

Ville : .....

Courriel : .....

**Pour les retraités de la sécurité sociale : L'augmentation du siècle !**

Le 22 mars 2019 a eu lieu la négociation sur le différentiel avec un but à l'ordre du jour, sa revalorisation. La CGT était représentée par Madeleine MATHAR et Sylviane SPIQUE.

D'emblée le représentant de l'UCANSS a planté le décor, il a rappelé la clause d'accord 'la revalorisation du différentiel est calculé sur la base suivante : « 50 % de la moyenne arithmétique des taux d'évolution du point Arrco et du point Agirc par rapport à l'année civile précédente ».

Cette année l'augmentation a été de 0.6 % et donc la proposition du Comex est de 0,3 %. Au 1er janvier 2019. Chaque organisation syndicale a exprimé son mécontentement quant à la proposition jugée très insuffisante.

Le représentant de l'UCANSS a signifié que cette proposition était unique et a refusé de retourner vers le Comex malgré les différentes demandes de la CGT, rejointe par FO et la CFDT.

Nous sommes passés au vote : **contre** la CGT et FO (4 voix), **abstention** la CFTC, la CGC, la CFDT (6 voix), **pour** l'UCANSS (10 voix).

Le représentant de l'UCANSS constate la situation de blocage car pour l'application il faut 10 voix + 1.

Après une suspension de séance, la CFTC et la CGC annoncent qu'elles voteront pour sortir de cette situation de blocage.

Les retraités auront donc une augmentation de 0,3 % de leur différentiel. **UNE AUMÔNE !**

**QUEL MÉPRIS !**

Alors que les retraités sont mobilisés pour la défense de leur pouvoir d'achat, le Comex dans sa bulle répond par une équation mathématique ! c'est désespérant !

Mais nous ne devons pas baisser les bras, continuons à nous mobiliser pour la défense de notre pouvoir d'achat en participant à la manifestation des retraités du 11 avril 2019 !

## Comité Fédéral National des 27 et 28 mars

Une délégation de l'Ufros composée de 15 camarades a assisté au CFN qui s'est déroulé cette année à Fréjus les 27 et 28 mars.

Au nom de l'Ufros, Véronique ROUZIERES est intervenue dans le débat sur l'actualité revendicative, Jean Yves LEHUEDE ayant fait quant à lui une intervention sur le syndicalisme retraité et la continuité syndicale dans le cadre du débat « Vie Syndicale ».

Nos camarades Francine LEGRAND et Jack BOUGOUIN sont intervenus dans ce dernier débat, pour rappeler le plan de travail de l'Ufros et la nécessité de renforcer les liens actifs /retraités pour poursuivre notre progression.

**En effet un syndiqué qui ne poursuit pas son adhésion à la retraite c'est toute la CGT qui perd, et le rapport de force qui est affaiblit, c'est donc ENSEMBLE actifs et retraités qu'il faut prendre à bras le corps la continuité syndicale pour gagner du progrès social.**

Notre camarade Sylviane SPIQUE est intervenue au nom de l'IHS pour regretter sa mise en sommeil, elle a vivement souhaité que de nouveaux camarades s'investissent pour continuer à faire vivre cet institut.

Ce CFN a été aussi l'occasion de nouer des contacts très positifs avec différents syndicats pour que le syndicalisme retraité soit bien pris en compte chez eux, des réunions ont même été programmées dans les prochaines semaines.

Enfin il est noté la qualité des débats, les nombreuses interventions, qui ont permis d'aboutir à un appel offensif du CFN intitulé : HOLD-UP sur les COTISATIONS SOCIALES et une adresse à la confédération exigeant un signal fort de celle-ci pour la Reconquête de la Protection Sociale, et notamment engager l'action contre la casse programmée de l'ASSURANCE CHÔMAGE et du système de RETRAITE par RÉPARTITION.

